

RAPPORT Dasaf 2025

CONAKRY, RÉPUBLIQUE DE GUINÉE,
21 - 23 OCTOBRE 2025 

“Unifier nos voix et s’engager pour des choix reproductifs en Afrique francophone”





SOMMAIRE

Avant-propos	p. 3
Contexte et Enjeux	p. 4
Dasaf 2025	p. 5
- Thèmes principaux du Dasaf 2025	p. 6
- Organisation conjointe avec le Gouvernement de la Guinée	p. 7
- Chiffres clés du Dasaf 2025	p. 9
Introduction générale	p. 13
Session inaugurale	p. 14
Sessions Plénières (Tracks 1-4)	p. 19
Track 1 - Des lois justes pour des vies dignes	p. 20
Track 2 - Innover pour la dignité (les technologies numériques)	p. 23
Track 3 - Financement et durabilité du mouvement	p. 26
Track 4 - Voix féministes, jeunes et communautaires	p. 29
Sessions Parallèles (Approfondissements thématiques)	p. 31
SP 1 - Focus Bénin : Réformes législatives et mise en œuvre	p. 32
SP 2 - Avortement sécurisé en contexte humanitaire	p. 33
SP 3 - Éducation sexuelle : déconstruire pour jouir	p. 35
SP 4 - Financement féministe et durabilité des mouvements	p. 36
SP 5 - Relier les systèmes de santé et les mouvements féministes	p. 37
SP 6 - Recherche, données et production de connaissances	p. 38
SP 7 - Bien-être, santé mentale et résilience collective	p. 39
Session de clôture (L'Appel de Conakry)	p. 41
Analyse transversale et apprentissages clés	p. 43
Apprentissages clés - Voix des participant-es	p. 44
Conclusion générale	p. 45
Glossaire	p. 47

Avant-propos

L'année 2025 a marqué une étape décisive dans l'histoire du Dasaf. Conçu comme un espace de réseautage, de réflexion et de partage, le Dasaf est devenu une référence régionale pour toutes celles et ceux qui militent en faveur du droit à l'avortement sécurisé, à la justice reproductive et à l'autonomie corporelle.

Cette édition, tenue à Conakry, a été plus qu'une rencontre : elle a été un souffle, un rappel et une promesse. Un souffle d'espoir pour les femmes et les filles de la région, un rappel persistant, et une promesse collective d'avancer ensemble, avec courage, solidarité et vision.

Ce rapport restitue fidèlement et de manière exhaustive ces trois journées intenses de dialogue. Il adopte une approche narrative et analytique : chaque section est introduite par une brève contextualisation, suivie de la restitution des interventions, enrichie par des commentaires et un regard stratégique.

**« Nous devons marcher
ensemble avec solidarité,
confiance et une vision
commune. »**

Synthèse collective, Dasaf 2025



Contexte et enjeux

S'appuyant sur l'élan initié lors de la première édition du dialogue régional (Dasaf) en 2022 à Abidjan, puis renforcé à l'occasion du dialogue des jeunes (DJASAF) tenu à Cotonou, en 2023, le Centre ODAS a poursuivi sa dynamique en organisant une troisième édition à Conakry en octobre 2025, marquant une avancée significative dans la mobilisation collective des acteurs du mouvement.

Une trajectoire cohérente depuis 2022



Un contexte mondial en mutation

Mortalité maternelle liée aux avortements non sécurisés

- ▶ Polarisation croissante autour des droits reproductifs.
- ▶ Reculs inquiétants à l'échelle internationale.
- ▶ Violation flagrante de l'autonomie corporelle.
- ▶ Barrières juridiques, sociales et économiques tenaces.



Le Protocole de Maputo - Cadre de référence

Un instrument Juridique fondamental

- ▶ Focus sur l'article 14
- ▶ Défi majeur : sa domestication et sa mise en oeuvre réelle.
- ▶ Le travail de plaidoyer et de dialogue est plus nécessaire que jamais.

Dasaf 2025

Le Dasaf est un espace régional porté par un mouvement intersectionnel qui rassemble gouvernements, société civile, jeunes et partenaires autour d'un objectif commun : faire progresser les Droits et Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR), garantir l'autonomie corporelle et promouvoir un accès équitable à des services d'avortement sécurisé en Afrique francophone.

Quatre objectifs fondateurs

1

Coconstruire un espace stratégique et inclusif de dialogue et d'action

Créer un cadre régional permettant d'évaluer les progrès, de partager les bonnes pratiques, d'identifier les innovations et de planifier des actions concertées pour garantir l'accès à des services d'avortement sécurisé et de DSSR dans un écosystème durable et féministe.

2

Tirer les leçons de l'expérience régionale en matière de leadership institutionnel

Valoriser les expériences de domestication du Protocole de Maputo, en analysant les mécanismes de mise en œuvre efficaces, les leviers politiques, et les partenariats locaux favorisant l'accès réel aux DSSR.

3

Analyser les avancées, défis et opportunités dans la région

Faire le point sur les progrès accomplis autour des piliers de l'agenda commun pour les DSSR, en mettant en lumière les enjeux régionaux (juridiques, politiques, culturels), les obstacles persistants, et les opportunités d'accélération, notamment autour de l'accès à l'avortement sécurisé.

4

Renforcer les dynamiques collectives et les alliances multi-acteurs

Stimuler la collaboration entre gouvernements, société civile, organisations de jeunes et féministes, prestataires de soins et partenaires techniques et financiers pour élaborer des stratégies communes, durables et ancrées localement.

Thèmes principaux du Dasaf 2025



Le Dasaf 2025 s'est articulé autour de quatre axes majeurs qui explorent les multiples dimensions du droit et de l'accès à l'avortement sécurisé. Chaque axe a mis en lumière des réalités de terrain, des expériences innovantes et des perspectives de transformation durable.



Avancées et défis : contexte législatif et réglementaire

Analyse de l'évolution des cadres juridiques, des politiques publiques et du leadership institutionnel. Dialogue entre réformes, résistances et avancées en cours — donnant la parole aux communautés directement confrontées à la criminalisation de l'avortement dans des contextes socio-politiques parfois instables.



Innovations et preuves en matière de services

Mise en avant des innovations technologiques, des outils numériques et des stratégies communautaires facilitant l'accès à l'information et aux services complets de santé reproductive. Exploration de la disponibilité, de la qualité et de l'adaptabilité des services centrés sur les femmes, valorisant les recherches communautaires et les données locales.

Financement et durabilité du mouvement

Face aux défis majeurs de financement des organisations féministes locales, cette piste questionne les mécanismes existants et explore des modèles de durabilité adaptés aux contextes africains : accès aux financements pour les OSC locales, approches féministes et décentralisées, liens entre économie, justice reproductive et stratégies de résistance collective.



Voix féministes, jeunes et communautaires : transformation des normes sociales

Espace dédié aux voix féministes, jeunes, communautaires et intergénérationnelles déconstruisant les normes sociales restrictives. Rôle des médias, des leaders religieux, des hommes alliés et des mobilisations citoyennes dans la transformation des imaginaires. Veille des mouvements anti-droits et approches de communication transformatrice.



Organisation conjointe avec le Gouvernement de la Guinée à travers le Ministère de la Femme, de la famille et des solidarités

L'organisation du Dasaf a reposé sur un partenariat institutionnel structuré et stratégique avec le ministère de la femme, de la famille et des solidarités de la Guinée, garantissant l'alignement de l'événement avec les priorités nationales. L'édition de Conakry a confirmé que l'implication active des autorités étatiques constitue un levier déterminant, non seulement pour asseoir la légitimité du dialogue, mais également pour renforcer son influence politique et accélérer la mise en œuvre des engagements en matière de DSSR

Une co-construction en trois phases

Étapes 1 Ancrage institutionnel



- Désignation formelle d'un Point Focal Ministériel par le Ministère de la femme, de la famille et des solidarités (MFFS).
- Rôle : Le MFFS a été l'interface unique privilégiée entre le Comité d'Organisation (ODAS) et les départements sectoriels clés.

Étapes 2 Structuration opérationnelle



- Mise en place d'un Comité de Pilotage National (CPN) sous la supervision du Point Focal, intégrant les Départements clés (santé, affaires étrangères, sécurité), les organisations du système des Nations Unies (UNFPA et OMS) et le corps diplomatique (ambassade de France).
- Mission : valider les Termes de Référence (TDR), superviser la logistique locale et mobiliser les parties prenantes nationales.
- Fonctionnement : réunions périodiques pour le suivi de la feuille de route et validation des thématiques techniques.

Étapes 3 Mobilisation multisectorielle



- Implication directe des Directions Techniques du Ministère.
- Mobilisation de la Société Guinéenne de Gynécologie Obstétrique (SOGGO) et de l'Association des Sages-Femmes.
- Intégration des réseaux de jeunes et des ONG locales pour assurer l'ancrage communautaire.

Rôle stratégique du Ministère

Le tableau ci-dessous synthétise les quatre domaines d'intervention du Ministère et les actions clés attendues dans le cadre d'un partenariat ODAS—État.

Domaine d'Intervention	Actions Clés Attendues du Ministère
1. Leadership & Portage Politique	Parrainage institutionnel de l'événement — Discours d'ouverture par la ministre de la Femme, de la Famille et des solidarités, avec la présence de son homologue, ministre de l'intégration Africaine, des Affaires Etrangères et des Guinéens établis à l'étranger.— Mobilisation des partenaires techniques et financiers (PTF) nationaux et internationaux.
2. Coordination Technique & Opérationnelle	Supervision via le Point Focal désigné et le Comité de Pilotage National — Facilitation des démarches administratives (visas, autorisations) — Mise à disposition des données nationales actualisées.
3. Mobilisation des Expert.es	Mobilisation de la presse nationale — Mobilisation des officiels — Mobilisation des talents nationaux.
4. Suivi & Pérennisation (Post-Dasaf)	Collaboration continue pour l'intégration des résolutions clés dans les feuilles de route ministérielles — Appui à la révision des textes réglementaires obsolètes.

Enseignement clé ◀◀◀◀◀◀◀◀

La collaboration étatique ne saurait être considérée comme une exigence administrative, mais bien comme un levier essentiel de légitimité, de pérennité et d'impact. L'expérience guinéenne, fondée sur l'articulation entre un Point Focal dédié, un Comité de pilotage national et une mobilisation multisectorielle, offre un modèle structurant et reproductible pour les prochaines éditions du Dasaf.

Chiffres clés Du Dasaf 2025

Programme scientifique & soumissions



442

Abstracts soumis
18 pays d'origine



68

Acceptés



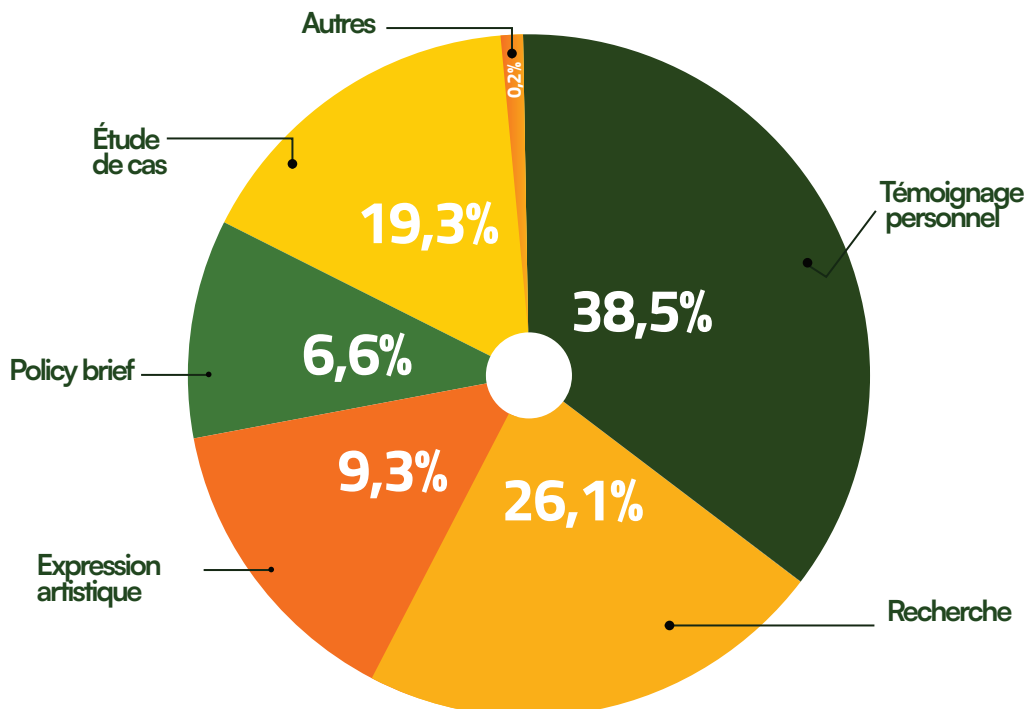
95%

En français



+73

Speakers
58% femmes



Volume	%
170	38,5%
115	26,1%
85	19,3 %
42	9,3%
29	6,6%
1	0,2%

Répartition des types de contributions

Participation & Représentation

Les données proviennent des données enregistrées par les participant.es sur la plateforme de l'événement.


+317
Défenseur·es réuni·es
à Conakry


191
Femmes leaders

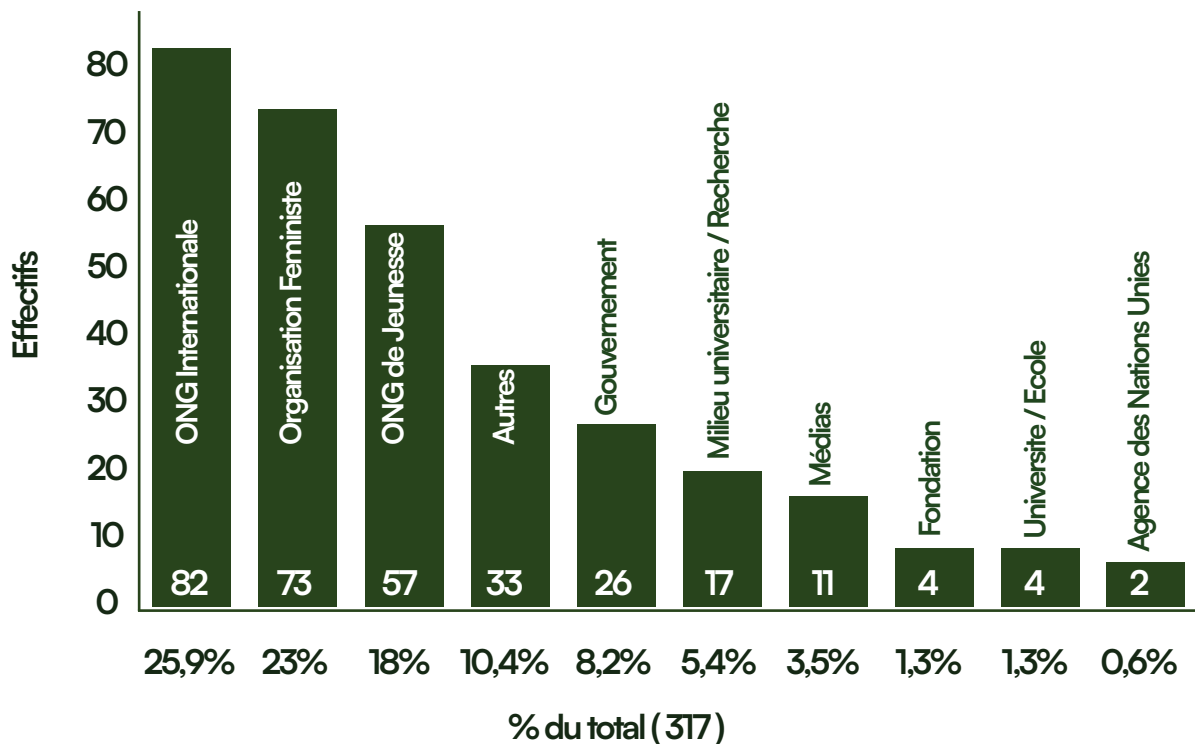

31
Pays participants
dont 6 hors Afrique

Répartition par genre - 317 participant·es effectif·ves


60%
Femmes - 191


38%
Hommes - 119


2%
Non binaire / Autre - 2



Représentation par type d'organisation

Expertises dominantes représentées

Le Dasaf 2025 a rassemblé des expert·es couvrant 12 champs thématiques complémentaires, reflétant la richesse et l'interdisciplinarité du mouvement :

01 Droits et Santé Sexuels et Reproductifs	02 Campagnes et plaidoyer
03 Féminisme et genre	04 Mobilisation & engagement communautaire
05 Santé publique	06 Avortement autogéré
07 Services et systèmes de santé	08 Cadre juridique et politique
09 Communication / Médias	10 Recherche scientifique
11 Financement	12 Sécurité des intrants

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX





Introduction générale



Le Dasaf 2025 s'est tenu dans un contexte mondial marqué par la montée des résistances face aux droits des femmes, aux reculs politiques et à la persistance de la stigmatisation liée à l'avortement. Malgré cela, la francophonie africaine démontre une résilience exceptionnelle.

Objectifs du dialogue

- Évaluer les avancées réalisées autour des piliers de l'agenda commun pour le droit et l'accès à l'avortement sécurisé.
- Partager les expériences, meilleures pratiques et innovations en lien avec le droit et l'accès à l'avortement sécurisé en Afrique francophone.
- Apprendre des expériences de leadership institutionnel et d'engagement local pour la mise en œuvre du Protocole de Maputo.
- Mettre en lumière les défis régionaux et les opportunités selon une approche féministe.
- Renforcer la synergie d'actions entre gouvernements, société civile, organisations de jeunes, partenaires techniques et financiers.
- Peaufiner l'avenir du Mouvement à travers des stratégies en réponse aux défis actuels et futurs.

Méthodologie

Les travaux ont combiné sessions plénières, sessions parallèles thématiques, ateliers pratiques et espaces artistiques. Chaque session a été documentée par des rapporteur.rices et membres du comité technique. Le présent rapport intègre également les résultats du programme scientifique (abstracts, présentations) et les données quantitatives de participation.



Session inaugurale



La cérémonie inaugurale s'est tenue à Conakry en présence de représentant.es, de la société civile, d'organisations féministes, de jeunes activistes, de prestataires de santé, de juristes, de chercheur.euse.s et de partenaires. Elle a été structurée en trois parties : allocutions officielles, panel inaugural sur les dynamiques transversales des mouvements pour l'autonomie corporelle et conférence inaugurale sur la recherche et les évidences comme levier pour faire avancer le Mouvement.

Allocutions officielles



Mme Brian Sossou - Comité technique, militante féministe et membre du Mouvement

« Le Dasaf est devenu, ces dernières années, un espace essentiel en Afrique francophone. Une aspiration commune à bâtir de nouveaux horizons de liberté et de dignité. » - **Brian Sossou**



Prof. Sy Telly - Président de la Société Guinéenne de Gynécologie-Obstétrique, Guinée

« Les Droits et Santé Sexuels et Reproductifs sont des droits humains fondamentaux. Ils contribuent directement à la réduction de la mortalité maternelle. » - **Pr. Sy Telly**



M. Mohamed Ly - Directeur régional d'EngenderHealth

« Dans un monde où les ressources sont limitées, les partenariats inclusifs permettent aux femmes et aux filles de réaliser leur pleine autonomie. » - **Mohamed Ly**



Mme Cécile Yougbaré Thiombiano - Présidente du Conseil consultatif ODAS

« Consolidons nos acquis et gardons vivants nos objectifs. Faisons du Protocole de Maputo un véritable instrument de lutte. » - **Cécile Yougbaré Thiombiano**



Mme Kadidiatou Sow - Directrice du Centre ODAS

" Chaque femme qui meurt des suites d'un avortement à risque nous rappelle notre échec et notre inaction. Le Dasaf nous appelle à un engagement renouvelé. " - **Kadidiatou Sow**



Mme Charlotte Daffé - Ministre de la de la Femme, de la famille et des solidarités Guinée

« Nous partageons nos priorités : prévenir les grossesses non désirées et promouvoir l'accès aux droits fondamentaux pour toutes les femmes et filles. » - **Charlotte Daffé**



Évaluation, perspectives et dynamiques transversales du Mouvement pour l'autonomie corporelle

Les intervenant.es ont dressé un tableau de l'évolution du mouvement en Afrique francophone, mettant en avant les avancées tout en nommant les obstacles persistants.

Points saillants

- Libération progressive de la parole et déstigmatisation partielle de l'avortement sécurisé.
- Tensions persistantes autour du financement et des controverses politiques.
- Rôle central des jeunes féministes comme force de changement, avec un besoin de places réelles dans la gouvernance.
- Appel au décloisonnement des mouvements et à la mutualisation des ressources.
- Nécessité d'un financement flexible, décolonisé et ancré dans la solidarité intra-africaine.

« La force d'un mouvement vient de sa diversité et de la capacité à y engager de nouvelles voix. Un financement flexible est crucial pour permettre aux organisations de répondre rapidement. »

André Deponti, Safe Abortion Action Fund



« Il faut normaliser des budgets pensés pour le futur, et non uniquement pour le présent. »

Jade Maina, Mama Network



Recherche : combler les lacunes en données

Les interventions de Ramatou Ouedraogo (APHRC) et Floriane Borel (Guttmacher) ont mis en évidence l'état alarmant de la production de données sur l'avortement en Afrique francophone.

Chiffre clé

Seulement 19,9 % des publications mondiales sur l'avortement concernent l'Afrique francophone. 46 % des études existantes sont uniquement quantitatives. Thématiques sous-explorées : coût des avortements non sécurisés, stigmatisation, santé mentale, auto-soins.

Synthèse de la session inaugurale

Appels à l'action par acteur

- Militant·es : instaurer une culture de collaboration avec les chercheur.es ; systématiser les données probantes dans le plaidoyer.
- Gouvernements : intégrer les indicateurs DSSR dans les systèmes de collecte de données nationaux.
- Bailleurs : soutenir davantage la recherche et collaborer avec les États.
- Chercheur·es : démystifier la recherche et renforcer le mentorat.



Constats

- Le mouvement s'est structuré progressivement, avec des acquis tangibles.
- La stigmatisation persiste malgré une libération de la parole.
- Le gap en termes de données est alarmant, notamment en Afrique francophone.
- L'accès aux services demeure fragile en contexte humanitaire.



Engagements collectifs

- Renforcer la collaboration, la coordination et mutualiser les ressources.
- Développer des espaces de mentorat et de dialogue intergénérationnel.
- Assurer un financement durable et flexible.





SESSIONS PLÉNIÈRES

Tracks 1 — 4

Track 1 - Des lois justes pour des vies dignes

Plaidoyer pour l'avortement sécurisé en Afrique francophone

Modération

Noella Becker (Ipas RDC) et Perline Noudjimadji (TchadInfos)

Intervenant·es

Audry EYOMBI (Ministère de la santé, Rep. du Congo) - Mady DERA (ABBEF) - Guy Martial MENDOZE (CAMNAFAW) - Nialofana Ny Aina RANDRIANASOLO (IYAAP Madagascar) - Abdoul-Razak Aboubacar Dan-Ladi (CAR/PF Niger) - Santa Merveille AYIHOUNTON (Ipas Afrique Francophone)

« La loi seule ne suffit pas. L'application diligente nécessite des mécanismes intersectoriels rapides et efficaces. »

Dr Mady Dera, ABBEF

Études de cas pays



La loi appliquée

Dr Mady Dera a présenté un cas concret : une adolescente de 15 ans victime d'inceste a bénéficié d'une interruption sécurisée grâce à une coordination exemplaire entre justice, santé et société civile.



Plaidoyer international

La loi SSR 2017-043 existe, mais sa mise en œuvre est freinée par des résistances sociopolitiques et religieuses. La société civile utilise les espaces internationaux comme levier.



Multi-acteurs et 16 recommandations

Un plaidoyer multi-acteurs impliquant parlementaires, OSC et médias a abouti à une instruction officielle pour réviser le cadre légal.



Un modèle régional

La réforme législative de 2021 et le décret d'application de 2023 ont introduit la délégation des tâches et encadré l'objection de conscience. Un processus innovant d'annotation de la loi a été conduit avec le Ministère de la Santé.



Coalition restreinte, résultats tangibles

Une coalition d'OSC a intégré le viol et l'inceste comme motifs légaux dans le projet de loi en cours, grâce à une stratégie reposant sur des argumentaires religieux et juridiques.



Réforme discrète

Une proposition de loi alignée sur le Protocole de Maputo a été adoptée à la chambre basse. La stratégie discrète adoptée vise à éviter une mobilisation des opposants religieux.

voix et s'engager pour des
productifs en Afrique francophone



Constats et recommandations

Track 1 - Des lois justes pour des vies dignes

Constats 1 : Ecart structurels



Les écarts entre normes et pratiques restent structurels dans tous les pays.

Constats 2 : Stigmatisation et objection de conscience



La stigmatisation et l'objection de conscience freinent l'accès aux soins.

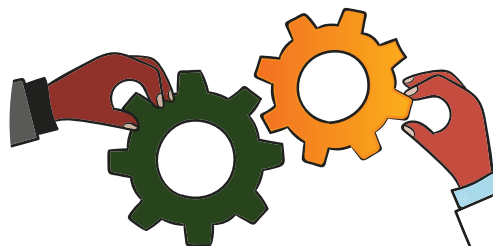
Recommandations

Cadres juridiques harmonisés



Harmonisation régionale des lois
(Cohérence et clarté législative)

Mécanismes intersectoriels



Collaboration santé, justice, éducation, OSC
(Synergie pour une réponse globale)

Mécanismes De suivis institutionnalisés



Responsabilité de l'Etat et surveillance
(Collecte de données fiable)

Track 2 - Innover pour la dignité

les technologies numériques

Modération

Olivia Anagonou (Centre ODAS) et
Kader Avonnon (IPPF)

Intervenant·es

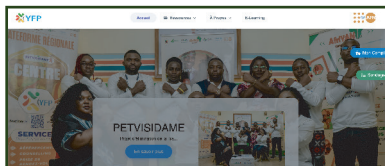
Viviane Oke - ELLES App (Bénin) **Carine Nyadjroh** - Women First Digital /Ally & Ally by Your Side - **Bolivar Dekou Fobasso** - AfriYAN /YouthFP.cm (Cameroun) - **N'gnoumagbè Diakité** - **Rassemblement des Jeunes Leaders de Guinée** /Kendèya Jus & GquiOse (Guinée) **Evangeline Dushimeyesu** - Rwanda Health Initiative for Youth and Women (Rwanda)

Innovations présentées



YouthFP.cm

Résistance numérique face à la censure algorithmique. 280 web leaders formés, 40 000 jeunes touchés.



Kendèya Jus & GquiOs

Entrepreneuriat social innovant : QR code sur les bouteilles renvoyant vers une application SSR. 430 téléchargements en 6 mois avec 5% des revenus réinvestis.



Télémédecine

Application connectant infirmières et médecins pour l'avortement médicamenteux au premier trimestre. Sécurité élevée et forte satisfaction des clientes.



ELLES App

Développée par et pour les jeunes femmes. Accès confidentiel aux informations SSR, suivi du cycle, échanges avec des professionnels. 3 000 utilisatrices lors du pilote.



Ally & Ally by Your Side Women First Digital

Chatbot multilingue pour l'avortement médicamenteux autogéré. 95 000 conversations analysées révèlent une forte demande en Afrique.



x et s'engager pour ectifs en Afrique franc



Recommandations prioritaires

Track 2 - Innover pour la dignité

Recommandations

Investissements dans les plateformes locales



Renforcer les investissements dans les plateformes numériques féministes locales
(Soutenir les voix et les solutions locales.)

Institutionnalisation de la télémédecine



Institutionnaliser la télémédecine dans les politiques publiques.
(Garantir l'accès universel aux soins.)

Création d'un fonds régional



Créer un fonds régional pour l'innovation féministe numérique
(Encourager les nouvelles solutions technologique.)

Contenus multilingues et accessibles



Promouvoir des contenus multilingues, accessibles et sécurisés.
(Approches intersectionnelles.)

Renforcement de capacités



Soutenir le renforcement de capacités
(Former des jeunes femmes créatrices des solutions à la gouvernance des technologies.)

Track 3 - Financement et durabilité du mouvement

Modération

Brian Sossou (Filles en Action, Bénin)

Intervenant·es

Osylvia Célasthrile Janveille AKPAKI - JRA ONG (Jeunesse Regard et Actions Bénin) **Quissou Ange-Romain N'GUESSAN** - Réseau des Jeunes Ambassadeurs pour la Santé Reproductive et la Planification Familiale (Côte d'Ivoire) **Monique Kabanza Sebiguri** - Observatoire pour la Défense des Droits des Personnes Handicapées (RDC) - **Kami Milena AGBETOU** Jeunes Filles Mères Engagées (Bénin) **Joseph Ngwanza** - Ipas RDC

Réalité alarmante

Plus de 60 % des OSC féministes africaines dépendent à 80 % de financements extérieurs, souvent courts, rigides et orientés projet. Cette dépendance fragilise la continuité des services et expose les militantes à l'épuisement.

« Nous ne voulons plus être financées pour survivre, mais pour transformer. Nous ne voulons plus des miettes du système, mais de quoi bâtir nos propres fondations. »

Verbatim collectif, Track 3

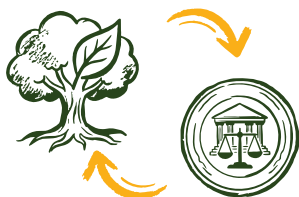
Boîte à outils co-créée

Innovation financière



- Création d'un fonds commun féministe (Zindo) basé sur la confiance et la co-construction.
- Monétisation des événements militants (conférences, festivals).
- Lignes budgétaires flexibles pour réagir aux urgences.

Durabilité et gouvernance



- Financements pluriannuels et investissement dans la relève intergénérationnelle.
- Engagement RSE pour mobiliser les entreprises.
- Priorisation de la recherche féministe comme levier de plaidoyer.



Verbatims

Track 3 - Financement et durabilité du mouvement



« La rupture des financements met en péril la vie des femmes et des filles. La création d'un fonds collectif garantirait la pérennité de nos actions. »

Osylvia

« Chaque crise peut être une opportunité. Il est crucial pour les OSC de diversifier leurs sources de financement. »

Ange-Romain



« Ne pas intégrer l'avortement sécurisé dans la CSU revient à ignorer une composante essentielle de la santé des femmes. »

Joseph Ngwanza

Track 4 - Voix féministes, jeunes et communautaires

Modération

Ali KAGAMBEGA (AJCAF AS) et
Anasthasie KOUAKOU (Africa
Forward Foundation, Côte d'Ivoire)

Intervenant·es

Odia Kourouma - Agir pour la Santé Sexuelle en Guinée (Guinée) **Awawou Mandunh Mbouhou** - FONAJ /CAMNAFAW (Cameroun) **Prinelly Bizonzi** - Association Congolaise pour les Droits et la Santé (RDC) - **Dr Ornael Mikhael** - Centre ODAS - République du Congo **Coumba Gueye** - Mouvement Indigo2 /AMOHS (Sénégal) **Amélie Koudou** - AJCAF-AS / MAJ AIBEF (Côte d'Ivoire)

Moments forts

Cette session plénière a célébré la puissance des voix féministes et des jeunes engagées, en explorant comment l'art, le récit et la parole publique deviennent des outils politiques et thérapeutiques.



Le slam « Elles murmurent encore » d'Odia Kourouma : hommage vibrant à la résilience des femmes victimes de violences.



La présentation de l'application Linguère (Sénégal) pour la sécurité des militantes féministes.

L'autogestion de l'avortement en RDC comme approche innovante pour lutter contre la stigmatisation.



Mandunh Mbouhou a illustré la force du digital pour diffuser des informations fiables sur les DSSR et toucher plus de 10.000 personnes en trois mois.



Recommandations

Track 4 - Voix féministes, jeunes et communautaires

Accès à la gouvernance pour les jeunes



**Renforcer l'accès des jeunes
féministes aux espaces de
gouvernance**
(Créer des programmes
de mentorat)

Plaidoyer par l'art et la culture



**Soutenir les initiatives
culturelles**
(slam, theatre, poesie comme
outils de plaidoyer)

Santé mentale dans les programmes



**Intégrer la santé mentale
dans les programmes féministes**
(Offrir des ressources de bien-être)



SESSIONS PARALLÈLES

Approfondissements thématiques

SP 1 - Focus Bénin : réformes législatives et mise en œuvre du droit à l'avortement sécurisé

Modération

Wenceslas Tognisso (ABPF)

Intervenant·es

Jean-Pierre WANGBÉ, Omoladé Thierry LAWALE
Ministère de la Santé (Bénin) - Lalique BROWNE Univ. de
Montréal (Canada) - Nancylié GBAGUIDI (AJCAF-AS) -
Souliya TAIROU (PSI - Bénin)

Le Bénin s'est affirmé comme un pionnier régional avec la loi n°2021-12 élargissant l'accès à l'avortement sécurisé. Le défi central : transformer l'avancée normative en droits effectivement exercés.

Leçons apprises

- Succès de la mise en œuvre dépend d'un alignement durable entre plaidoyer, engagement communautaire et volonté politique.
- Les prestataires manquent de formation, d'outils et parfois de protection face à la stigmatisation.
- La stigmatisation freine le recours aux services, particulièrement chez les jeunes femmes.

Recommandations



Accélérer la dissémination de la loi ciblant magistrat.es, prestataires et communautés en langues locales.



Intégrer des modules DSSR et clarification des valeurs dans les écoles de santé et la formation continue ; outiller la gestion de l'objection de conscience sans rupture de service.



Garantir les intrants, étendre les agréments et renforcer les chaînes de référencement public-privé ; instaurer des standards de qualité et de suivi.



Institutionnaliser des espaces communautaires de dialogue avec leaders religieux et défenseur.es des droits pour réduire les résistances.



Structurer un tableau de bord national (indicateurs d'accès, qualité, équité, satisfaction), avec revues trimestrielles participatives.



Partager les outils (protocoles, guides, modules) et organiser des visites apprenantes avec les pays en réforme.

SP 2 - Avortement sécurisé en contexte humanitaire

Modération

Dre Melchie IBULA (AJCAF-AS)
et Lemien Sakalunga (Ipas RDC)

Intervenant·es

Dr Sibraogo KIEMTORÉ - Société des Gynécologues
Obstétriciens du Burkina (SOGOB, Burkina Faso) - **Bolivar
DEKOU FOBASSO** - AfriYAN (Cameroun) - **Jean
Benjamin BADO** - ABBEF (Burkina Faso) - **Mouhamed
Nasser Pechangou Maïkano Nadège SIFA**, (RDC)

La session a valorisé la transition « De la vulnérabilité à la résilience » en documentant les pratiques innovantes dans les contextes de crise.

« Les droits des femmes ne doivent pas être suspendus à cause de la guerre. Ils doivent être garantis, même au milieu du chaos. »

Pratiques innovantes citées

- Déploiement de cliniques mobiles en SSR dans les zones de conflit.
- Formation d'agents communautaires aux urgences obstétricales.
- Intégration de kits de soins d'avortement et post-avortement dans les paquets de réponse humanitaire.
- Modèle d'inclusion participatif en RDC garantissant l'accès pour les personnes handicapées et peuples autochtones.

SP 2 - Avortement sécurisé en contexte humanitaire

Recommandations



Intégrer systématiquement des soins d'avortement sécurisé et post-avortement (dont téléconsultation et référencement) dans les plans humanitaires dès le Jour 1.



Soutenir les réformes proactives des protocoles d'urgence : décentraliser l'autorisation des soins vitaux, simplifier les procédures et adapter les normes en temps de crise.



Renforcer les capacités locales et le financement direct des OSC pour des modèles décentralisés (soins de proximité, cliniques mobiles, stocks pré-positionnés de contraceptifs et MVA).



Inclure obligatoirement des populations spécifiques via des processus participatifs et des données ventilées (handicap, autochtones, LGBTQIA+, déplacés).



Renforcer la coordination intersectorielle (ONG locales - humanitaires - autorités) et la confidentialité des usagères assurée dans tous les contextes.



Porter l'adoption de politiques reconnaissant les DSSR y compris l'avortement sécurisé et le post-avortement comme services vitaux de catégorie 1, obligatoires et financés dans toute réponse humanitaire.

SP 3 - Éducation sexuelle : déconstruire pour jouir

Modération

Folashadé SAIZONOU (ONG Filles en Actions) et Didier Floriant FOTSING (AJCAF-AS)

Intervenant·es

Mariette BIGNON, ROAJELF - (Bénin) - Brenda AKATEH , Vision in Action (Cameroun) - Alima Jeanne SANOGO, AIBEF (Côte d'Ivoire) - Cheikh GUEYE, Action For Change (Sénégal) - Sira A. TOURE , AFEV (Mali)

Cette session a bousculé les codes traditionnels de l'éducation sexuelle, plaidant pour une approche intégrale, inclusive et émancipatrice centrée sur les droits, le plaisir et l'autonomie corporelle.

« J'ai appris à dire non, mais aussi à dire oui à ce qui me respecte. »

Témoignage d'une participante

Recommandations



Intégrer l'ESI dans les curricula nationaux dès le primaire, avec une approche fondée sur les droits et l'égalité de genre.



Intégrer les récits de vie dans les actions de plaidoyer pour humaniser les débats sur les DSSR.



Former les acteurs et actrices à l'écoute sensible et déstigmatisante pour renforcer la qualité des interventions.



Renforcer les capacités pédagogiques des enseignant.es et pairs-éducateur.trices, en incluant la clarification des valeurs et la gestion des résistances communautaires.



Valoriser les approches artistiques et participatives (slam, théâtre, jeux interactifs) pour briser les tabous et favoriser l'engagement des jeunes.



Impliquer les parents et leaders religieux dans la co-construction des messages pour garantir l'acceptabilité sociale.



Assurer une coopération intersectorielle entre les ministères de la santé, de l'éducation et de la jeunesse pour la mise en œuvre et le suivi.



Promouvoir l'inclusion des personnes handicapées dans tous les programmes ECS.

SP 4 - Financement féministe et durabilité des mouvements

Modération

Folashadé SAIZONOU
(Bénin) et Oumou Hawa
Diallo (Guinée).

Intervenant·es

Mohamed LY, EngenderHealth - Hilmelda Tenkeu, IPPF

Prolongeant le Track 3, cette session a mis en avant des modèles innovants de fonds flexibles fondés sur la confiance mutuelle entre bailleurs et bénéficiaires.

Constats

- Les normes rigides imposées par certains bailleurs freinent la philosophie de la flexibilité.
- Le bien-être des militantes reste largement absent des budgets organisationnels.
- Le déséquilibre géographique persistant : l'Afrique centrale et orientale reste sous-couverte.

Recommandations



Consolider les mécanismes de synergie et de plaidoyer collectif entre OSC féministes pour un meilleur accès aux ressources.



Promouvoir des financements pluriannuels et localisés, garantissant la durabilité des actions.



Renforcer les capacités internes des OSC (suivi-évaluation, gouvernance, communication, finances) dans une logique d'apprentissage mutuel.



Étendre la couverture géographique des appuis au-delà de l'Afrique de l'Ouest, notamment vers l'Afrique centrale et orientale.



Maintenir un cadre de confiance et de flexibilité responsable, où les exigences administratives ne deviennent pas un frein à l'inclusion.



Intégrer la santé mentale et physique des militantes dans les budgets pour assurer la continuité du travail féministe.

SP 5 -Relier les systèmes de santé et les mouvements féministes pour l'autosoin

Modération

Jema Davis (FIGO) et **Fatou Janssen** (MSI Reproductive Choices)

Intervenant·es

George Kapiyo, Self Care Traiblaizer Group
Youssouf Traoré, Société Malienne de Gynécologie et d'Obstétrique, (Mali) - **Mme NDEYE FADIAW Touré**, Association sauvons des vies (Sénégal) - **Aimée Olenga**, Ipas RDC

« Les femmes n'ont pas seulement besoin de soins, elles ont besoin qu'on les écoute et qu'on les croie. »

Prestataire de santé

La session a identifié des défis persistants : faible coordination entre structures sanitaires et OSC, insuffisance de dialogue entre professionnel·les de santé et militant·es féministes.

Recommandations



Intégrer une approche féministe et intersectionnelle dans la gouvernance des systèmes de santé.



Mettre en place des comités mixtes réunissant institutions sanitaires, OSC et mouvements de femmes.



Renforcer les capacités féministes des prestataires (droits humains, éthique des soins, autosoin).



Soutenir les initiatives locales de co-crédation entre cliniques et organisations communautaires.



Crédier un réseau régional de collaboration entre mouvements féministes et structures sanitaires.

SP 6 - Recherche, données et production de connaissances féministes

Modération

Dr. Ramatou Ouedraogo
(African Population and Health
Research Center) et **Fatou
Bintou Mbow** (Population
council)

Intervenant·es

Floriane BOREL, Guttmacher Institute - **Dela NAI**,
Reproductive Health - **Vanessa SEKPON**, Jeunes
Volontaires pour la Santé - **Cheikh GUEYE**, Action For
Change (Sénégal) - **Joseph NGWANZA**, Ipas RDC &
Burundi — (RDC/Burundi)

Avancée structurante

Joseph Ngwanza a présenté l'intégration des données sur les Soins Complets d'Avortement Centrés sur la Femme (SCACF) dans le Système National d'Information Sanitaire (SNIS) de la RDC. 17 des 26 provinces disposent désormais de modules complémentaires.

Recommandations



Institutionnaliser l'utilisation des données probantes : intégrer des indicateurs sur les soins complets d'avortement dans les SNIS; publier des rapports réguliers de performance.



Renforcer les partenariats tripartites chercheur.es—OSC—décideurs.euses pour définir des agendas de recherche répondant aux besoins des politiques et du plaidoyer.



Créer des bourses de recherche féministe africaine (pluriannuelles, flexibles) ; encourager la localisation des financements et le cofinancement public—privé.



Mettre en place une plateforme régionale de données féministes (catalogue d'études, micro données anonymisées, guides méthodologiques) avec traduction des résultats en langues locales.



Former aux méthodes mixtes (quantitatives + qualitatives), à l'éthique et à la protection des données ; promouvoir des protocoles sensibles aux contextes politiques.



Traduire et vulgariser les résultats (briefs politiques, infographies, podcasts) vers communautés et décideurs.euses.

SP 7 - Bien-être, santé mentale et Résilience collective

Intervenant·es

Aissatou NDIAYE (AJCAF-AS) - Maman Awa FALL DIOP
(Task Force Féministe) - Brian SOSSOU (Filles en Actions)



« Militer, c'est aussi savoir se soigner. »

Aissatou Ndiaye

« La question du bien-être et du soin est éminemment politique. Dans la perspective capitaliste, imposons-nous des contraintes physiques ? Avons-nous des approches de travail souples ? »

Awa Fall Diop



« Nous devons passer à un niveau de soin systémique et pas qu'individuel ! »

Brian Sossou

Recommandations



Intégrer la santé mentale et psychosociale dans tous les programmes féministes.



Porter un plaidoyer collectif pour introduire des lignes budgétaires dédiées au bien-être organisationnel, à la sécurité émotionnelle et à la guérison collective.



Instaurer des pratiques de soin collectif et individuel accessibles et régulières dans les organisations.



Promouvoir des espaces de parole sécurisés et intergénérationnels pour renforcer la solidarité.



Valoriser les pratiques culturelles et spirituelles africaines comme sources de guérison.



Encourager le repos sans culpabiliser et créer des environnements safe, en prenant en compte les besoins individuels.



Session de clôture

Modération

Kaya Sy (Equipop), Teslanik Houndegnon
(Centre ODAS), Pierrette Kengela

Après trois jours intenses, la clôture a cristallisé les acquis du Dasaf 2025 autour de trois moments : la lecture et adoption de l'Appel de Conakry, les allocutions institutionnelles, et la passation symbolique du flambeau au Congo-Brazzaville.

L'Appel de Conakry

Adopté à l'unanimité, il réaffirme la volonté des acteurs·rices francophones de renforcer la collaboration, la recherche, le financement et le plaidoyer en faveur du droit à l'avortement sécurisé. Il sera diffusé auprès de l'ensemble des États membres et partenaires.



Allocutions de clôture

Madame Anita AKUMIAH - Représentante adjointe UNFPA Guinée

« Ce que nous avons vu ici, c'est la preuve que le changement est possible. Ensemble, nous pouvons bâtir une Afrique où chaque femme, chaque fille, a le droit de décider librement de son corps, en toute sécurité. »

Anita AKUMIAH, UNFPA

Madame Kadidiatou Sow - Directrice du Centre ODAS

« L'audace de dire, de faire, d'avancer. L'audace de porter haut nos voix et d'imaginer un avenir où nos filles vivront dans la dignité. »

Kadidiatou Sow

« Le Dasaf ne s'arrête pas ici. Ce n'est qu'un passage de relais, une flamme qui continue de brûler pour toutes les femmes de notre continent. »

Kadidiatou Sow

Monsieur Yassi Roger Klonon - Secrétaire Général, Représentant de la Ministre de la femme, de la famille et des solidarités

« La Guinée est fière d'avoir accueilli cette grande famille africaine. Le flambeau est entre vos mains. Que la lumière du Dasaf continue d'éclairer l'Afrique. »

Yassi Roger Klonon

Analyse transversale et apprentissages clés

Le Dasaf 2025 a confirmé la maturité stratégique du Mouvement ODAS, capable de rassembler États, bailleurs, OSC et réseaux militants autour d'une même table. Cette édition a marqué un basculement : le passage d'un plaidoyer fragmenté à une stratégie continentale, intégrée, féministe et durable.

Six axes transversaux

1. Avancées politiques et juridiques

- Réformes progressistes au Bénin, RDC, République du Congo comme exemples à suivre.
- Application freinée par stigmatisation, déficit d'information et manque de coordination.
- Harmonisation régionale fondée sur le Protocole de Maputo : priorité absolue.

2. Financement féministe et durabilité

- Dépendance excessive aux fonds extérieurs comme menace structurelle.
- Appel fort à un fonds régional autonome (Zindo) co-géré avec les OSC.
- Financement doit être pluriannuel, flexible, contextualisé.

3. Recherche et production de savoirs féministes

- Données locales insuffisantes et déconnectées des politiques publiques.
- Agenda de recherche à co-construire entre chercheur·es et militantes.
- Plateforme régionale de données féministes francophones : priorité absolue.

4. Innovations numériques

- Potentiel fort des plateformes locales (ELLES App, Ally, YouthFP.cm).
- Fracture numérique et barrière linguistique : obstacles à l'inclusion.
- Solutions multilingues, sécurisées et localisées : condition sine qua non.

5. Santé mentale et soin collectif

- Le soin émotionnel des militantes : un angle mort à corriger.
- Espaces de parole, de repos et d'art-thérapie à institutionnaliser.
- Santé mentale = condition de durabilité du mouvement, non option périphérique.

6. Gouvernance et leadership intergénérationnel

- Leadership collectif centré sur la transmission intergénérationnelle.
- Les jeunes réclament des espaces de décision réels, pas symboliques.
- Gouvernance féministe à repenser intégrant soin, solidarité et équité.

Apprentissages clés — Voix des participant-es

Les apprentissages issus des sessions interactives et de l'évaluation du Dasaf se structurent autour de six axes exprimés de manière récurrente :

A. Autonomie corporelle et avortement sécurisé

- L'avortement sécurisé est un droit fondamental à protéger, pas une faveur à accorder.
- L'autogestion (SMA) est une approche sûre et pertinente à encadrer.

B. Réseautage et collaboration panafricaine

- La solidarité féministe et les échanges entre pays sont des leviers stratégiques.
- Union des voix entre générations, expertises et réalités : une nécessité.

C. Financement et résilience

- Réduction des financements internationaux : un choc à anticiper et à absorber collectivement.
- Financements flexibles, durables et décolonisés : condition de survie du mouvement.

D. Technologie et innovation féministe

- Le numérique amplifie le mouvement sans le remplacer.
- Télémédecine et outils numériques : potentiel fort, gouvernance à construire.

E. Inclusion et diversité

- Femmes en situation de handicap, sourdes, albinos : inclusion non négociable.
- Leadership des jeunes et des femmes marginalisées à consolider.

F. Cadres législatifs

- Réformes légales comme conditions d'accès réel aux DSSR.
- Harmonisation régionale des cadres de protection : urgente.

« Le Dasaf 2025 a franchi un cap. D'un espace de plaidoyer, il est devenu un cadre de gouvernance francophone basé sur une approche féministe. Les femmes et les filles d'Afrique n'attendent plus que leurs droits soient reconnus : elles les exercent, les incarnent et les défendent ensemble. »

Rapporteur général, Dasaf 2025

Conclusion générale

Le Dasaf 2025 s'est achevé sur une conviction claire : le droit à disposer de son corps n'est pas négociable. Les actrices et acteurs de changement, uni.es au sein du Mouvement ODAS, portent plus que jamais une vision transformatrice et structurée.

De Conakry à Brazzaville, de Cotonou à Dakar, les graines plantées au Dasaf 2025 continueront de fleurir dans les politiques, les communautés et les consciences. La Déclaration de Conakry, adoptée collectivement, marquera une référence pour les années à venir.

« L'avenir du continent passe par le courage de nommer, de transformer et d'agir. Dasaf 2025 n'a pas seulement été un sommet — c'était un acte de résistance stratégique. »

Synthèse collective

GLOSSAIRE

ABBEF : Association Burkinabè pour le Bien-Être Familial

ABPF : Association Béninoise pour la Promotion de la Famille

AFEV : Association des Femmes pour l'Épanouissement et le Volontariat (Mali)

AIBEF : Association Ivoirienne pour le Bien-Être Familial

AJCAF-AS : Alliance des Jeunes Champions d'Afrique Francophone pour l'Avortement Sécurisé

APHRC: African Population and Health Research Center

CAMNAFAW: Cameroon National Association for Family Welfare

CAR/PF : Coalition des Acteurs pour le Repositionnement de la Planification Familiale

CPN : Comité de Pilotage National

CSU : Couverture Santé Universelle

DSSR : Droits et Santé Sexuels et Reproductifs

ECS : Éducation à la Citoyenneté et à la Sexualité

ESI : Education Complète à la Sexualité

FIGO : Fédération Internationale de Gynécologie-Obstétrique

FONAJ : Forum National des Jeunes (Cameroun)

IPPF: International Planned Parenthood Federation

IYAFP: International Youth Alliance for Family Planning

JRA ONG : Jeunesse Regard et Actions ONG (Bénin)

LGBTQIA+ : lesbiennes, Gays, Bisexuels, Trans, Queers, Intersexes, Asexuels et plus

MAJ AIBEF : Mouvement d'Action des Jeunes — Association Ivoirienne pour le Bien-Être Familial

MFFS : Ministère de la Femme, de la Famille et des Solidarités (Guinée)

MSI : MSI Reproductive Choices

MVA : Aspiration Manuelle par Vide (Manual Vacuum Aspiration)

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisations de la Société Civile

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RDC : République Démocratique du Congo

ROAJELF : Réseau Ouest-Africain des Jeunes Femmes Leaders

RSE : Responsabilité Sociale des Entreprises

SCACF : Soins Complets d'Avortement Centrés sur la Femme

SMA : Self-Managed Abortion/ Avortement autogéré

SNIS : Système National d'Information Sanitaire

SOGGO : Société Guinéenne de Gynécologie Obstétrique

SGOB : Société des Gynécologues Obstétriciens du Burkina

SSR : Santé Sexuelle et Reproductive

TDR : Termes de Référence

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population



Octobre 2025



CONAKRY

3ème Edition